
[Comment les politiques et les agences sur les forêts encouragent la destruction durable](#)

[>>> Télécharger la note d'information *Comment les politiques et les agences sur les forêts encouragent la destruction durable*](#)

Depuis 2012, l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO) célèbre la Journée internationale des forêts le 21 mars. Le thème de cette année est : « Les forêts et la production et la consommation durables ».

Une question se pose : Qu'est-ce qui est durable dans la production et la consommation quand des millions d'hectares de forêt sont détruits chaque année ? De toute évidence, les nombreuses initiatives et politiques de durabilité liées aux forêts, créées avec le soutien de la FAO et d'autres acteurs internationaux, n'ont pas réussi à mettre un terme à cette destruction dévastatrice.

A la veille du 21 mars, jour où la FAO célèbre sa Journée internationale de la destruction durable des forêts, le WRM publie une note d'information qui revient sur un processus impulsé par l'ONU sur les causes sous-jacentes de la déforestation qui a été mis en place il y a plus de 20 ans. Les causes sous-jacentes identifiées en 1999 ne sont pas seulement aussi importantes aujourd'hui qu'elles l'étaient il y a plus de 20 ans. À bien des égards, elles ont même été renforcées.

Les [causes sous-jacentes de la déforestation et de la dégradation des forêts](#) – différentes des causes directes plus visibles telles que l'exploitation forestière, l'agro-industrie ou l'exploitation minière – sont généralement cachées, peu discutées et mal comprises. Elles sont étroitement liées au système capitaliste raciste et patriarcal ainsi qu'à l'héritage colonial. Parmi ces causes sous-jacentes figurent par exemple la non-reconnaissance des droits territoriaux des peuples autochtones et d'autres communautés qui dépendent de la forêt ; un contrôle centralisé sur la forêt facilitant la progression d'activités de « conservation de la nature » comme d'activités destructrices ; et les politiques macro-économiques, pour n'en citer que quelques-unes.

En choisissant de NE PAS s'attaquer aux causes sous-jacentes de la déforestation, la FAO et les processus politiques internationaux qu'elle chapeaute continueront d'être une cause de la déforestation.

La définition de la forêt par la FAO en offre un parfait exemple. Cette définition constitue depuis longtemps un obstacle à l'arrêt de la déforestation. Selon celle-ci, une plantation d'arbres en monoculture industrielle est une forêt, ce qui signifie que l'abattage d'une forêt pour mettre en place une plantation d'arbres en monoculture ne constitue pas une déforestation pour la FAO.

En outre, les politiques et initiatives promues par la FAO lors de journées comme le 21 mars, qui suggèrent que les destructions commises par les entreprises sont devenues durables et vertes, sont

des facteurs clés qui contribuent. Citons par exemple le Forest Stewardship Council (FSC), la Table ronde sur l'huile de palme durable (RSPO), la Table ronde sur le soja durable ou encore le Consumer Goods Forum qui compte 400 membres promouvant la « déforestation zéro nette » d'ici 2020 pour les chaînes d'approvisionnement de la viande bovine, du soja, de l'huile de palme et de l'industrie papetière. Ces initiatives ne sont pas conçues pour interrompre la dynamique de destruction des forêts dont dépend la rentabilité des entreprises qui les financent, ainsi que nous le soulignons dans notre note d'information.

La note alerte sur le fait que l'élaboration de politiques et de réglementations qui se contentent d'ignorer les causes sous-jacentes de la déforestation n'est pas seulement vouée à l'échec, mais qu'elle contribue à renforcer la déforestation à grande échelle.

Montevideo, le 18 mars 2022
Secrétariat international du WRM